N°11 Spécial Indépendance

Bulletin Trimestriel

02, rue du Dr Ménard 92240 Malakoff France == Email: C.masamba@online.fr

Nous choisissons d'être libre dans la pauvreté plutôt que riche dans l'esclavage.

Hamed Sékou Touré

Sommaire

Sujets		pages
Editorial	Campagne "CONGO DEBOUT"	1
Conférence de Presse	de Mr B. Pâris Diambanza à Paris le 18 Août 2000	2
Zoom sur le passé :	Les chemins de l'indépendance	5
Actualités :	Vers la constituante en RDC	7
	Ils ont la tête à Kinshasa et le cœur chez les ennemis	7
	L'ONU tourné au ridicule en Sierra Leone	8
	Sous Couvert de l'OUA Les parrains arrêtent la guerre Ethiopie –Erythrée	8
	Déchets toxiques nouvelles sources de revenus pour certains pays d'Afrique	9
	Faut-il privatiser pour rendre l'économie plus libérale	9
Société:	Nos dernières enquêtes. Corruption: Ambassade de la RDC Paris et aéroport de Ndjili Kinshasa	10

Editorial

CAMPAGNE "CONGO-DEBOUT" !

A près de deux ans de l'agression de notre pays, la République Démocratique du Congo, par les troupes rwandaises, ougandaises et burundaises, il est plus que nécessaire d'entretenir la flamme patriotique.

Si le gouvernement de salut public, sous la houlette du Président de la République Laurent Désiré KABILA, ne cesse de déployer des efforts louables pour mettre fin à l'occupation de notre pays, la prise en charge de la guerre par le peuple congolais n'est pas encore à la hauteur du péril. On ne mesure pas assez l'ampleur du complot, on mésestime la barbarie des agresseurs et le cynisme froid des puissances qui les parrainent.

En réalité, face à une telle coalition de l'infamie, seule une volonté congolaise lucide et inflexible peut concourir à déjouer le plan macabre de partition de notre pays et d'asservissement de notre peuple.

De même, pour mettre un terme définitif aux massacres qui se répètent à un rythme diabolique, à la misère et au dénuement des populations congolaises, chaque fils, chaque fille du pays doit considérer cette guerre comme sa propre affaire, son combat personnel.

Nos compatriotes du Kivu, du Kasai et d'autres provinces occupées ont pris conscience de cette réalité. Avec bravoure et abnégation, ils résistent au quotidien face aux hordes lourdement armées, gavées et portées à bout de bras par les puissances du monde.

Ce noble engagement en appelle à la dignité et à la conscience de tous les Congolais, où qu'ils se trouvent.

La Campagne **CONGO-DEBOUT** est ainsi lancée pour concentrer toutes les énergies congolaises en un vaste **FRONT du REFUS** de :

- la guerre
- l'opprobre
- massacres
- la misère
- l'immobilisme.

B. Pâris Diambanza

Conférence de presse de Mr **DIAMBANZA BALETULA Pâris** (18 Août 2000 à la BOURSE DU TRAVAIL Paris République)

« L'échec de la guerre-éclair ».

Le 28 juillet 1998, le gouvernement de salut public prenait la décision de mettre fin à la présence des éléments des armées rwandaises et ougandaises qui avaient aidé le peuple congolais à se débarrasser du despote Mobutu et de sa clique.

Quatre jours plus tard, la République Démocratique du Congo basculait dans une nouvelle guerre d'une violence et d'une ampleur inégalées depuis cent ans. Pourquoi les alliés d'hier ont-ils retourné les armes contre une République sœur et contre un peuple qui les a accueillis et tendu les bras tout au long des vicissitudes de leur histoire émaillée de violence absurde ?

La réponse à cette question tombe hélas sous les sens. Les richesses fabuleuses du Congo attirent depuis plus d'un siècle flibustiers, négriers et aventuriers de tout acabit. Et, les Rwandais et les Ougandais n'ont su résister à la tentation de puiser à leur tour dans les ressources minérales, forestières et agricoles du pays de LUMUMBA.

Dans cette perfide aventure, Ils disposaient d'atouts non négligeables : la caution morale, le soutien matériel et financier de la communauté internationale, leur infiltration dans les différents services et rouages de l'Etat congolais et la connaissance parfaite de l'état de déliquescence des Forces Armées Congolaises, que le fourbe James KABAREBE a accélérée lors de son passage à l'état-major général.

Méprisant superbement le peuple congolais, **le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont concocté un plan extravagant d'une guerre-éclair**. Ce plan avait séduit les spéculateurs en sang nègre qui ont sans hésiter accordé aux Etats agresseurs toutes facilités pour sa matérialisation.

Pour ne pas heurter les bonnes consciences, qui ne manquent jamais, il fallait tout de même couvrir cette ignoble agression par des considérations sécuritaires et prétendument démocratiques. Le génocide rwandais, ce fond de commerce commode servait à la première et le fantasque « Rassemblement des Congolais pour la Démocratie » tentait grossièrement de donner contenance à la seconde.

Attaquant sur plusieurs fronts, se déplaçant de l'Est à l'Ouest au terme d'un barbare acte de piraterie aérienne, les hordes d'agression vont occuper le site stratégique d'INGA et priver la capitale kinoise d'eau et de courant.

Trois semaines plus tard les agresseurs le sol de Kinshasa déterminés à imposer leur ordre au pays de LUMUMBA. Elles vont emprunter les routes CECOMAF de la commune de NDJILI et MOKALI à Kingasani /KIMBANSEKE.

De façon curieuse, ils n'ont rencontré aucune résistance. Persuadés que la ville allait tomber entre leurs mains comme un fruit mûr, les anciens alliés de l'AFDL¹, que suivaient naïvement des cohortes des ex-FAZ dépenaillées, les agresseurs s'attaqueront à l'aéroport de NDJILI le matin du 26 août 1998.

La prise de l'aéroport leur aurait permis de recevoir les renforts nécessaires pour un contrôle total de Kinshasa. Ils avaient bien ficelé leur chose. Ils savaient que l'armée congolaise n'était pas encore très opérationnelle et l'assistance technologique des grandes puissances leur offraient un avantage indéniable.

Dans cette grotesque utopie, ils ont mésestimé la force de caractère, la maturité politique ainsi que la conscience historique du peuple congolais, édifié par plus de cent ans de guerre de résistance à l'asservissement et décidé plus que jamais à tourner la page de l'esclavage et de la colonisation.

C'est cette page glorieuse de l'histoire de la résistance congolaise, cette expression martiale du pouvoir populaire que nous nous proposons de vous faire partager.

Chronologie d'une agression

Quelques dates nécessaires pour suivre la trame de l'agression.

Le 28 juillet 1998 : le Gouvernement de Salut Public décide de rapatrier les contingents rwandais et ougandais évoluant en République Démocratique du Congo. Ces troupes avaient participé à la guerre de libération dans le rang de l'organisation politico-militaire AFDL.

¹ Alliance des Forces Démocratiques de Libération : Plate-forme politique composée de quatre partis politiques autour du PRP (Parti de la Révolution Populaire) de Laurent KABILA. Elle fut dissoute le 22 janvier 1998 par le discours annonciateur de la création des Comités du Pouvoir Populaire.

Le 2 août 1998 : des éléments des armées rwandaises et ougandaises qui attendent leur rapatriement tentent de prendre le contrôle des camps militaires TSHATSHI et KOKOLO où ils sont en transit. La riposte des FAC et de la PIR (Police d'intervention Rapide) arrête net ce coup de force.

Le Gouvernement congolais décrète trois jours de couvre-feu sur l'étendue de la capitale pour terminer les opérations de ratissage.

Le 4 août 1998 : des militaires rwandais rapatriés prennent en otage l'équipage d'un Boeing de la CAL (Congo Air Lines) et vont traverser tout le territoire congolais pour aller se poser à l'aéroport de la base Kitona dans le Bas-Congo. La complicité du bataillon zoulou passée à l'ennemi facilitera cette entreprise.

Le même jour, les troupes rwandaises traversent la frontière et occupent les villes de Bukavu et Goma dans la province du Kivu.

Pendant ce temps la communauté internationale rit sous cape, restant impassible à l'appel du Gouvernement congolais.

Le 6 août 1998 : Une marche gigantesque est organisée par le Gouvernement à travers les rues de Kinshasa. Partie du palais du Peuple la marée humaine exprime sa colère et son indignation par des banderoles, des chants de guerre et des cris.

A l'issue de la manifestation, le Président KABILA s'adressera à la nation congolaise. Deux messages forts se dégagent de son allocution : « la guerre sera longue et populaire », « organisez-vous en Comités d'autodéfense populaires »

Le 8 août 1998 : une colonne blindée en provenance de l'Ouganda attaque la ville de Bunia au Nord-Kivu.

Le 17 août 1998 : le gouvernement congolais reconnaît la prise du barrage d'Inga par les troupes d'agression. Ce jour-là, la coupure intempestive de courant cause la mort de plusieurs personnes dans les hôpitaux.

Le 21 août 1998 : Les troupes angolaises, namibiennes et zimbabwéennes arrivent au Congo pur soutenir le régime KABILA.

Le 22 août 1998 : l'armée angolaise entame la reconquête des villes occupées du Bas-Congo. En moins de trois jours, les villes de Moanda, Banana, Boma et Matadi sont libérées.

Le 26 août 1998 : les troupes d'agression qui avaient fait sauter le verrou stratégique de Songololo entrent à Kinshasa après avoir remporté de petites victoires sur la route Matadi-Kinshasa, notamment à Kipaku à 120 km de Kinshasa.

Le même jour, les agresseurs vont tenter de prendre le contrôle de l'aéroport de Ndjili. Bloqués par la défense résolue des troupes zimbabwéennes associées aux Forces Armées Congolaises, ils seront pris en tenaille et harcelés par les Forces d'Autodéfense Populaires de Kin-Est.

Le 28 août 1998 : Après quatre jours de combat, les hordes d'agression seront vaincues.

Le 16 septembre 1998 : le Président KABILA à Ndjili remercie la population de Kinshasa pour sa bravoure.

« La guerre sera longue et populaire »

Par son appel à la guerre populaire, le Président Laurent Désiré KABILA est sans nul doute le grand vainqueur de la bataille de Kinshasa. Par sa longue expérience de la guerre populaire, il a su insuffler sa confiance au Peuple congolais. En effet, pour beaucoup de Congolais, guerre était perçue jusqu'alors comme une affaire des militaires seuls. En demandant au peuple de s'organiser pour « repousser l'agression d'où elle est venue », il a su galvaniser ses compatriotes et réveiller le patriotisme de la plupart de Congolais. La bataille de Kinshasa illustre parfaitement les vertus de la guerre populaire. En soutien et en complément des forces classiques, les Forces d'Autodéfense apportent une perturbation difficilement maîtrisable pour les agresseurs. Par ailleurs, évoluant dans leurs localités respectives, les Forces populaires ont une meilleure connaissance du terrain et la motivation de défendre concrètement leur terroir. Néanmoins, il ne faut pas surestimer la capacité martiale des Forces d'Autodéfense Populaires. Puisque, leur présence et activité n'ont pas empêché l'occupation des villes importantes comme Bukavu, Goma, Kisangani, Kalemie et Kindu.

De la bataille de Kinshasa, des enseignements précieux se dégagent. Ils peuvent permettre d'optimiser l'engagement des Forces populaires dans la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale. Il convient, tout de même, de signaler que la grande agglomération congolaise a disposé des atouts et des conditions favorables, qui n'étaient pas réunis là où les envahisseurs ont pu s'imposer.

Les atouts de la Citadelle congolaise

La première force de Kinshasa, c'est une forte concentration de la population dans les communes périphériques. Et les agresseurs ont péché par une erreur grave d'analyse. Prenant leurs propres convictions pour des réalités, ils pensaient pouvoir facilement retourner les habitants des communes périphériques en faveur de leurs thèses avec des slogans démagogiques du genre : "KABILA dictateur".

Le deuxième atout, dont a disposé la Ville de Kinshasa, réside dans l'anticipation servie par une belle intuition. D'opportunes campagnes de sensibilisation à l'auto-défense à Kingasani-Mokali, à N'Djili, à l'UNIKIN avaient préparé la jeunesse de Kinshasa à ce rendez-vous fatidique.

La troisième clef du triomphe kinois fut l'habileté et le sang-froid des pilotes et fantassins zimbabwéens qui n'ont pas tremblé un seul instant lors des tentatives de contrôle de l'aéroport par les forces d'agression, le mercredi 26 août 1998.

Le quatrième atout a été le comportement discipliné des militaires des F.A.C. dans l'application des consignes au front, dans les camps, au cours des patrouilles de surveillance, de ratissage, etc. Certes, il y a eu quelques cas de fuite, de lâcheté ou quelques bavures, mais ces comportements indignes de quelques éléments, ne sauraient jeter l'opprobre sur tout un corps, dont on ne saurait apprécier à sa juste valeur le prix de sang qu'il paye tous les jours pour sauver la patrie. Dans la rivière TSHWENGE à Kingasani ya Suka, par exemple, des soldats congolais ont tenu leurs positions avec bravoure et panache.

Les enseignements de la bataille de Kinshasa

- Sans la présence active des troupes disciplinées et déterminées, l'auto-défense n'est qu'un vœu pieux.
- Sans la rationalisation de la mobilisation populaire, notamment l'armement maîtrisé de la population, l'auto-défense civile ne saurait être efficace. Ici, il y a lieu de se féliciter de la lucidité du Chef de l'Etat. « Lorsque vous allez vous organiser dans vos quartiers, dans vos rues, les armes d'autodéfense populaire seront distribuées. C'est très important pour arrêter toutes les aventures militaires.
- Sans une bonne coordination entre les militaires et les patriotes en armes, l'auto-défense tourne à un folklore tragique. L'on s'en rend compte, la présence de deux corps de défense à l'organisation et aux tactiques différentes crée une perturbation difficilement maîtrisable pour les agresseurs.

Il importe ainsi d'organiser les Forces d'Autodéfense populaires en marge des Forces Armées Congolaises, de les façonner, néanmoins, dans un même moule idéologique, de les former aux techniques de guérilla et de les déployer judicieusement dans les tâches de reconstruction-défense pour mettre en échec les prétentions rapaces dans notre pays.

A Ndjili, nous avons la rivière

La guerre moderne se nourrit des rumeurs. Une nouvelle anodine peut changer le cours d'une guerre et précipiter tout un pays dans le chaos. Il est ainsi du devoir de l'Etat de disposer d'une véritable stratégie de communication pour ne pas laisser l'ennemi occuper l'espace médiatique par la forte impression que certains messages peuvent laisser sur les esprits les moins avisés.

Au début de l'agression, certaines radios périphériques ont déclaré le plus sérieusement du monde que le Président KABILA aurait fui le pays après avoir vidé la Banque Centrale du Congo de toutes ses devises. Cette information mensongère fut fort heureusement très vite contredite et l'effet qu'elle aurait dû produire sur les Congolais n'a pu se manifester.

Au deuxième jour de la bataille de Kinshasa, une rumeur folle traversa les cités populaires des Communes de Kimbanseke et Ndjili à la tombée de la nuit. Les agresseurs seraient en train d'armer tous les jeunes gens qu'ils rencontrent pour qu'ils servent de chair à canons face.

La bravoure dont ils ont fait montre depuis deux jours s'estompa subitement et rattrapée par les démons de la peur, certains jeunes de Kingasani, Ndjili et Masina ont commencé à quitter précipitamment leurs demeures pour s'éloigner des zones de combat. Heureusement que les jeunes de la commune de Matete veillaient au grain. Ils ont barré la route aux fuyards, qu'ils exhortaient à rentrer dans leurs quartiers pour les défendre. « Vous êtes des pédés ou quoi ? Allez, on va prier ensemble après vous allez traverser la rivière pour affronter les agresseurs. Nous sommes avec vous. Dès qu'ils seront là faites-nous signe ». Ce fut là une contribution décisive des jeunes de la commune de Matete qui ont, par ailleurs, participé activement aux actions de ratissage, se saisissant des infiltrés qui avaient pu échapper à la vigilance des Comités d'Autodéfense de Masina, Ndjili ou Kimbanseke.

Le vendredi 28 août 1998 de retour de la Voix du Peuple mis au courant de la panique de la veille, je convoquais une réunion à 19 heures. Une centaine de jeunes répondirent à cet appel. Je m'adressai à eux en ces termes.

« Vous me connaissez tous. J'ai grandi parmi vous et je vis de nouveau dans le quartier qui m'a vu grandir. Je n'ai aucun bien matériel à défendre mais si les agresseurs entraient dans mon quartier, je me vois mal fuyant et leur abandonnant la poussière de ma cité. Elle m'est précieuse.

En outre, à Ndjili nous avons la rivière. Nous pouvons mourir de faim, mais nous aurons toujours un peu d'eau pour assouvir notre soif. Ce qui n'est pas garanti dans les communes du centre. Dans la fuite et la promiscuité dans laquelle vivent les réfugiés et fugitifs les maladies de toutes sortes s'abattront et la mort sera fatalement au rendez-vous pour beaucoup d'entre nous ».

Après ces mots, il n'y a pas eu de discussion. L'unanimité s'est tout de suite dégagée pour que l'on reste dans la cité et qu'on barre la route aux agresseurs.

Une image restera gravée dans ma mémoire. C'est celle des milliers de femmes et enfants marchant avec des ballots ou quelques biens sur la tête fuyant les zones de combat. D'ordinaire, ce sont des images que nous voyons à la télévision et qui concernent les populations de l'Afrique de l'Est, fuyant la famine ou la guerre. Vivre cette angoisse collective de près laisse des séquelles indélébiles dans le cœur.

Partout, dans les familles des voisins qu'on tentait de dissuader de ne pas quitter leurs domiciles, il y avait la tristesse et une peur indicible que beaucoup tentaient par pudeur de cacher par une jovialité qui ne sied guère à cette situation de « fin du monde ».

A cela, il convient d'ajouter la misère générale d'une ville privée d'eau et de courant électrique. Le pain était rarissime et hors de prix. Les cossettes de manioc étaient moulues dans des mortiers ou grillées dans l'huile de palme. Cette dernière recette moins coûteuse avec les mangues amères ont sans nul doute sauvé une bonne partie de la population de la famine. L'imagination kinoise

avait ainsi tôt fait de surnommer le plat de cossette de manioc grillé ZIDANE. Ce plat de faible valeur nutritive fut la grande vedette culinaire de la bataille de Kinshasa.

CONGO-DEBOUT !

Nul n'a le droit de regarder en spectateur la tragédie que vit notre pays, la République Démocratique du Congo. L'on ne doit considérer cette guerre comme un problème de KABILA. Qu'on aime ou pas KABILA aucun Congolais n'est à l'abri d'un malheur causé directement ou indirectement par l'agression. On peut toujours faire goi-goi, mais quand on sortira de l'étourderie on réalisera avec horreur que les Rwandais se sont solidement installés au pays. Là, il sera trop tard et nous serions déjà heureux si ces génocidaires patentés nous laissent au moins les yeux pour pleurer.

C'est aujourd'hui et non demain qu'il faut s'engager. C'est aujourd'hui que chacun doit montrer son attachement à la terre natale, à la terre des Ancêtres. C'est aujourd'hui que chacun doit gagner sa place au sein de la grande nation congolaise. Cette guerre n'est peut-être pas la dernière que connaît notre pays. Elle est certainement l'une des plus meurtrières et la plus décisive. Elle remet en question l'existence du Congo en tant que nation indépendante dans les limites de ses frontières internationales telles que connues à l'Indépendance. Elle rappelle au Peuple congolais les exigences cruelles de la modernité. Aucun peuple libre, en effet, ne s'est développé en esquivant les défis que la nature ou les autres peuples lui ont posés.

Le salut ne se trouve jamais dans la fuite, ni l'irresponsabilité. Et, la paix qui est le vœu que nous formulons tous ne tombera jamais du ciel comme la manne. Il faudra aller la chercher, la conquérir par un engagement multiforme, chacun selon ses capacités, tous unis par le désir ardent de mettre fin aux souffrances de notre peuple et par l'amour de notre pays, la République Démocratique du Congo, terre des richesses matérielles et spirituelles fabuleuses, château d'eau d'Afrique, qui a hâte de développer sa vocation de pôle stabilisateur de l'Afrique toute entière.

Voilà pourquoi, nous invitons tous les Congolais et les hommes dont la raison n'est pas encore obscurcie par les mensonges des affairistes du sang et dont le cœur résiste encore à la corruption des arguments des puissances à faire de la cause congolaise leur affaire propre, leur propre combat.

Zoom sur le passé

Les Chemins de L'indépendance

Van Bilsen, un expert belge chargé de réfléchir sur l'éventualité d'une indépendance congolaise, préconisa d'attendre encore trente ans, délai prétendu nécessaire pour amener les Congolais à maturité. Bien que Certains Congolais aient été de l'avis du colonisateur, la grande majorité toutefois, que constituait la conscience congolaise a rejeté cet avis. Peut-on faire confiance à son bourreau, à son oppresseur ? Quelle est la valeur d'un engagement passé entre un colonisateur tout puissant et celui qu'il considère comme un sujet, naïf et sans défense ? Cette question demeure d'actualité car, le colonisateur imaginait tout sauf quitter un jour le CONGO.

Pour assurer une colonisation définitive, celui-ci avait décidé de maintenir le Congolais en dehors de toute évolution mondiale et dans l'ignorance de la situation internationale. De même a-t-il attisé un peu partout des conflits ethniques tout en empêchant les Congolais de recevoir toute formation de valeur scientifique. Les ouvriers, par exemple, n'étaient formés exclusivement qu'en langues locales et uniquement pour les besoins de la colonisation. Les langues étrangères symbolisant l'ouverture étant considérées dangereuses, les Congolais ne devaient apprendre aucune des langues européennes dont seuls les séminaristes avaient accès.

Les Belges avaient l'idée de maintenir les autochtones vaincus dans l'esclavage réduisant hommes, femmes et enfants en parfaites machines humaines exécutant avec précision des gestes pour la production des gros profits et intérêts belges. En observant bien dans l'histoire de la colonisation belge au Congo, on trouve quatre périodes importantes.

1. L'Etat Indépendant du Congo.

Déclaré abusivement propriété du Roi Léopold II, la période de l'E.I.C. est caractérisée sur le plan social par l'esclavage à l'endroit des Congolais, soumis aux travaux forcés; toute personne qui ne fournissait pas le rendement exigé pour le profit de la royauté subissait sans autre forme de procès l'amputation d'un membre supérieur en guise de punition. Des tels sévices se pratiquaient aussi sur tous ceux qui avaient un litige quelconque avec l'occupant Belge.

2. Le Congo-belge avant la 2^{ème} Guerre Mondiale.

Les rivalités entre pays impérialistes poussèrent ceux qui jalouaient le roi propriétaire à se servir des atrocités des administrateurs belges pour traîner le roi Léopold II devant la SDN (Société des Nations), l'ancêtre de l'actuelle ONU l'accusant de crimes dans la colonie. Dans le but d'échapper aux éventuelles sanctions de la Société des Nations, Léopold II prit la décision de céder au Royaume de Belgique ce CONGO qu'il considérait comme son bien personnel.

Pendant cette période, pour les besoins de l'exploitation, les congolais étaient formés comme ouvriers dans divers domaines, l'éducation scolaire leur était interdite. L'apprentissage des métiers se faisait en langues locales. Pour la Force publique, bras policier colonial une langue locale "le lingala " avait été choisie surtout pour le nombre important d'éléments venant de la région de l'Equateur où le colonisateur avait plus de chance de convaincre les hommes à servir dans ce corps. Seuls les séminaristes futurs prêtres avaient accès à une instruction de valeur scientifique.

Il est à noter qu'aucun Congolais ne pouvait sortir du pays afin d'éviter que celui-ci ne reçoive à l'étranger l'instruction scolaire dont il était privé au Congo. A la même période, seuls les Belges d'un niveau élevé ou proches de la bourgeoisie avaient le droit d'aller au CONGO, les plus pauvres ou même les plus modestes n'avaient comme seule possibilité que d'entrer dans les ordres catholiques et devenir prêtres pour espérer un jour aller au CONGO. Cette manœuvre était destinée à entretenir auprès du colonisé l'image du "Belge parfait", toujours riche, instruit et intelligent. Pour les métiers de la petite distribution qui permettent d'établir des relations entre vendeurs et clients, les Belges avaient choisi de confier cette mission aux Portugais dans le but de maintenir une barrière entre le peuple Congolais et les Belges vivant au Congo. C'est la période où apparurent les premières revendications de masse contre le pouvoir colonial.

3. Le CONGO belge après la 2^{ème} Guerre Mondiale.

Le mythe du Belge immortel et invincible était tombé avec l'occupation de la Belgique par les Allemands. Et, l'intervention des anciens combattants Congolais dans le conflit avait donné l'occasion d'entrer en contact avec le monde extérieur. Cette situation coïncida aussi avec le développement des nouveaux moyens de communication.

Les mouvements "indépendantistes" commençant à se manifester un peu partout dans le monde, le colonisateur belge s'engagea dans une politique de séduction des Congolais essentiellement sociale. On vit apparaître, les immatriculations des Congolais reconnus assimilés à un niveau humain du belge, l'amélioration de l'habitat par les constructions des logements pour Congolais dans les cités dortoirs des autochtones cela dans les villes importantes de la colonie et vers le milieu des années cinquante, le début de l'enseignement universitaire. En organisant depuis longtemps l'analphabétisme la Belgique le colonisateur le plus riche du monde n'avait permis de former aucun diplômé d'université la veille des années 60.

4. Le Congo de 1959 à l'indépendance.

Les mouvements de libération dans le continent Africain suivi de loin par les indépendantistes Congolais avaient fini par anéantir les effets de la politique sociale Belge, suite aux mouvements de 1959, l'indépendance devenait inévitable. Le 30 juin 1960 date de la proclamation, avec Lumumba comme chef de gouvernement, l'indépendance donnée par le belge avait l'occasion de devenir une indépendance arrachée par les CONGOLAIS eux même. L'absence d'élite est l'un des éléments qui permettra l'échec de cette indépendance. Malgré leur bonne volonté, les premiers dirigeants Congolais inexpérimentés ne pouvaient apercevoir les pièges du colonisateur.

Dès la proclamation de l'indépendance, la Belgique organise le départ du personnel de l'administration, sans permettre l'organisation de leur remplacement par les Congolais. Le chaos souhaité n'allait pas tarder à prendre place. La "Force publique" devenue " ANC" (Armée Nationale Congolaise) mais entièrement dirigée par des Officiers Belges n'ayant de compte à rendre qu'à la Belgique, pendant toute la colonisation les belges n'avaient formé aucun officier. Le plus gradé des Congolais était Sergent major, la nomination des officiers par le premier ministre Lumumba ne changera rien ces officiers resteront en réalité des soldats. Ce sont ces Officiers belges en poste au Congo sur instruction de leur pays qui précipiteront eux même la chute de l'indépendance quelque jours plus tard. En maintenant l'ordre colonial au sein de la nouvelle armée, avec la multiplication des actes de négation, ils ont nié l'indépendance et crée les conditions de la mutinerie de 18 Août 1960. Pour rendre l'affaire entièrement Congolaise, il fallait la contribution de deux personnages principales Moïse Kapenda Tshombé et Joseph Désiré Mobutu qui chacun avait son conseiller belge qui lui disait ce qu'il faut faire et ce qu'il faut dire.

Peut-on aujourd'hui comprendre que la disparition de LUMUMBA sonnât réellement la fin d'une indépendance qui en réalité n'a duré que quelques jours de tensions et d'incertitudes. La date du 30 juin est tout de même le symbole du courage qu'ont eu ces hommes qui avaient lancé un défi au colonisateur tout puissant malgré leurs faibles moyens et leur méconnaissance de la politique souterraine et ses effets pervers.

Beaucoup de ceux qui regrettent la période coloniale ne se réfèrent malheureusement qu'à la période de la politique de séduction sociale des années 50, alors que pour comprendre l'importance de l'indépendance, la colonisation Belge au Congo devrait être analysée dans son ensemble. Manquer de faire cette analyse est une offense contre la mémoire de ceux qui avaient accueilli sans arrière pensée et amitié les blancs qui ensuite ont nié toutes leurs valeurs, et les ont rendu esclaves.

C. Masamba

Actualités

Vers La Constituante en République Démocratique Du CONGO

La situation politique en RDC semble évoluer vers une Démocratie indirecte. La décision prise par le Président Kabila de désigner 240 Membres issus de toutes les régions du CONGO devant constituer une assemblée en vue de préparer une constitution pour la troisième République est un acte de courage politique qui mérite reconnaissance.

On peut pourtant s'interroger sur les critères politiques qui ont servi de base à ces désignations.

Le président a nommé 60 autres membres pour atteindre le nombre de 300 parlementaires. On doit seulement espérer que la nomination de ces derniers a été fondée sur des valeurs de probité morales, d'expérience et de compétence. On doit aussi espérer qu'il a su éviter ceux qui hier ont pillé les caisses de l'Etat et laissé le peuple congolais dans la misère indescriptible. La recherche de la paix, n'implique pas la nonchalance.

Dans tous les cas si le président Kabila reprenait des éléments qui furent premier ministres, ministres, directeurs du régime Mobutu, il y' aurait indiscutablement un retour aux anciennes méthodes. Bien que l'on ne voit la démocratie qu'à travers des élections libres et transparentes, dans ce Congo en guerre la tenue des élections tout court est impossible, La démocratie indirecte que tente, Mr Kabila est en réalité, une ébauche de la démocratie Congolaise.

Il serait néanmoins très dangereux pour Mr Kabila de prendre une éventuelle adhésion du peuple comme un chèque en blanc, car la volonté de changement qui habite encore les congolais et congolaises leur poussera à rejeter tout système anarchique et corrompu de type Mobutu.

Si d'aventure la Constituante était transformée en centralisme démocratique, il faudra s'attendre à des déconvenues et la crise congolaise déjà grave pourrait atteindre des proportions insoutenables avec des conséquences incalculables. Certes, la maturité politique est un exercice permanent. Durant plus de trente ans les Congolais ont été bernés par des discours creux et des slogans démagogiques. Aujourd'hui celui ci a besoin d'un vrai message de progrès. Si des raisons d'espérer peuvent surgir de cette Constituante, Mr Kabila n'en sera que le grand bénéficiaire, par contre si le désespoir gagnait et que le peuple se sentait relégué comme autres fois, il faudra s'attendre à des soubresauts et toute la politique de Mr Kabila serait remis en cause et par voie de conséquence sa propre personnalité.

Dans la situation de guerre imposée propre au Congo, la priorité demeure l'unité. Si le processus de la Constituante peut servir de base à l'unité, tout Congolais pourvu de bon sens doit adhérer à cette démarche. Toutes autres considérations en dehors de l'unité nationale est secondaire.

Cette assemblée est boudée par l'opposition congolaise, On peut donc aujourd'hui se poser la question sur les réelles motivations et intentions de cette dernière. La contribution à la paix est un devoir pour tout Congolais, ceux des opposants qui ne s'y intéressent pas, ne sont en réalité que des opportunistes.

J.M. PINTU

Ils ont la tête à Kinshasa et le cœur dans la coalition Ruando-Ougandaise.

On trouvera toujours au Congo des gens pour qui la mort des compatriotes victimes de la folie colonisatrice Rwando-ougandaise occupant de la moitié du pays tant que ceux ci n'appartiennent pas à leurs familles n'a aucune signification. Mais quand ce sont des personnes qui prétendent un jour diriger le pays, cela ne peut pas se comprendre.

A Kinshasa pourtant, il y a des dirigeants se réclamant de l'opposition non armée qui ont pris tellement fait et cause pour les occupants que même les batailles entre eux dans la Ville de Kisangani troisième ville du pays et chef lieu de la province Orientale avec pour conséquence un nombre de morts civils estimé à 700, plus de 3000 blessés graves et détruisant environ 40% de la ville ne les ont pas dérangées. Les deux personnages qui se présentent en éternels opposants et en fait opposants à tout n'ont pas manifesté leur opposition contre cette bataille. Au contraire, à l'occasion, ils ont accusé Kabila d'en être le responsable. Lors de son passage à Paris, Tshisekedi déclare au cours d'une conférence devant quelques Congolais " Il faut que les Congolais soutiennent les Ruandais et les Ougandais s'il veulent que Kabila instaure la démocratie au Congo". Il déclarera ensuite: " au Congo, il n'y pas de vrais partis politique à part l'UDPS, le PALU de Gizenga et le FONUS, parti cher à Olenga Nkoy. Dont il dira n'est qu'une branche cachée de l'UDPS. Olenga Nkoy, le bouillant beau parleur déclare " toutes ces morts le sont de la faute de Kabila". Cette bataille de Kisangani qui pourtant n'a pas opposé l'armée gouvernementale considéré par ceux ci " armée de Kabila" mais les occupants entre eux a laissé ses non "violents" insensibles. Peut on comprendre que ces deux personnages ne sont pas des Hommes politiques, mais des vauriens comme les aiment si bien les colonisateurs. Ils confondent ainsi l'opposition et l'intérêt national. Pour cette dernière raison ils ont séduit les grandes puissances car avec eux le désordre au Congo est garanti.

le "non violent" Tshisekedi qui dit ne jamais soutenir une solution militaire et qui avait refusé le départ de Mobutu par les armes continue à se prétendre non violent tout en soutenant la guerre menée et l'occupation de son propre pays.

L'absence de condamnation de cette tragédie par la communauté internationale est une trahison de celle-ci envers les Congolais. Les opposants qui soutiennent des combats entre les forces étrangères sur leur propre sol ne font pas autres choses que trahir leur peuple et méritent un traitement réservé aux traîtres; ce sera au peuple de s'en occuper le moment venu. Car Kabila n'est pas le Congo, ne pas s'opposer à la guerre entre Ruandais et Ougandais à Kisangani c'est s'opposer à ceux des Congolais qui sont blessés et à ceux qui ont perdu la vie.

Quant les opposants sont des vrais hommes politiques, ils savent reconnaître les sujets de consensus.

C. Masamba

L'ONU tourné en ridicule en Sierra Leone avec la prise d'otage de ses casques bleu : l'histoire de crédit perdu.

Peut-on comparer la cruauté d'un Fodé Sanko chef rebelle du RUF à celle d'un Milosevic? Si cela est le cas, il y a pourtant une grande différence dans le traitement de ces deux personnes.

Milosevic est lui inculpé par le tribunal dit international et un mandat d'arrêt international est même lancé contre lui alors que Fodé Sanko pour des faits aussi graves est gardé au frais sans réel conséquence. Il détient à son actif non seulement la mort des milliers de ses concitoyens, l'amputation des membres supérieur d'au moins 8% de la population Sierra Léonaise, la séquestration et la mort de plusieurs casques bleus de l'ONU. Ces actes méritant des accusations de crime contre l'humanité n'intéresse pas les habituels donneurs de leçons.

Au moment où le gouvernement demande à cette communauté internationale de faire juger celui de crime contre l'humanité, Les Etats-Unis a dans premier temps opposé son refus de voir Sanko passer devant un quelconque tribunal. Le gouvernement prenant sa responsabilité, avait décidé de juger l'homme qu'il détient même sans le soutien de l'ONU, en avait-il réellement les moyens; car le faire sans avis favorable des Etats-Unis, c'est l'assurance de voir les rebelles du RUF se rapprocher comme par hasard de la capitale Freetown.

Peut-on comprendre que tous les noirs idiots mêlés à la politique font l'affaire des grandes puissances qui ne veulent pas voir l'Afrique se relever? Monsieur n'est plus recherché mais même capturé les puissants ont voulu refuser la justice aux Africains. Seul le vrai courage pouvant conduire malgré les difficultés, à faire ce qui est juste, ce courage toujours considéré comme un défi contre les puissants est aujourd'hui plus que nécessaire. L'évolution du monde ne sera jamais maîtrisée par l'homme car le monde est naturel et la nature contient son mystère. Il est impossible de maintenir des personnes en esclavage éternellement. C'est pourquoi le destin finira par accompagner les courageux pour réussir les missions difficiles comme celui, de rendre la justice aux peuples opprimés.

Aujourd'hui se dessine le procès de Fodé Sanko avec un semblant d'approbation des puissants, il faut espérer ne pas assister à un simulacre organisé, juste pour se donner bonne conscience.

C. Masamba

Sous couvert L'OUA les puissants pyromanes ont arrêté la guerre entre Ethiopie et Erythrée, le Congo attend toujours la fin de l'occupation?

L'Erythrée perd la guerre alors, il faut arrêter, un beau rôle pour l'OUA. L'organisation spécialiste des échecs dans tous les dossiers a trouvé de quoi à pavoiser.

Dans la guerre qui opposait il y a peu les deux états, il est apparu clairement que l'Erythrée en déclenchant la guerre a son voisin, avait l'intention de priver celui d'une ouverture maritime. Puissamment armée par les Etats-Unis pour les raisons que l'on connaîtra tardivement. Sûr de lui, il avait lancé des attaques éclaires et occupé en très peu de temps la partie nord-est de l'Ethiopie, sans une quelconque condamnation de ce que l'on a l'habitude de nommer "la communauté internationale". Cette guerre absurde des pays extrêmement pauvres avait l'air de plaire les grandes puissances, Etats-Unis en premier qui pendant ce temps s'est attelé à dispenser des formations rapides aux officiers Erythréens.

L'Ethiopie n'ayant plus que les yeux pour pleurer, à la place de dépenser pour son développement fut contraint désormais de s'occuper en priorité de son armement. Le silence et l'indifférence des pyromanes dureront tant que situation sur terrain sera à l'avantage de celui qu'ils soutiennent. Le président Afeworky étant qualifié de dirigeant moderne de type Museveni et Kagamé.

Le jour où l'avantage a tourné au bénéfice de l'Ethiopie est en effet le début de la fin de cette guerre. Lorsque l'Ethiopie après une préparation de longue date met en marche son rouleau compresseur, c'est le monde qui s'étonne de la rapidité de la reconquête des terres perdues quelques temps auparavant. Lorsque l'Ethiopie décide de traverser la frontière, c'est l'invasion de l'envahisseur qui commence, il faudra toute l'habileté diplomatique des dirigeants américains pour permettre au président Afeworky de sauver les meubles. Se rendant compte de la défaite de leur poulain, ils ont engagé des négociations avec l'Ethiopie dont le rôle au grand jour sera confié à l'OUA. Par la grâce du tout puissant "Etats-Unis", voici qu'enfin l'inutile OUA réussi à solutionner un problème. Ce miracle réussi, ceux qui cherchent un messie prieront peut-être bientôt le saint "Etats-Unis".

L'occupation du Congo n'émeut personne, les multiples massacres, le nombre de morts que l'on évite de compter, afin de préserver le "Monopole" de la souffrance subie les Tutsis du Ruanda lors du génocide de 1994, laisse indifférent même des affrontements complètement absurdes entre envahisseurs sur terre Congolaise.

Après avoir essayé toutes sortes de solutions; les prières dans les églises, les veillées des pasteurs, la reconquête armée, la diplomatie, l'Amérique tout puissant refusant d'exaucer les Congolais, il semble clair que l'occupation du Congo commencera à être remis en cause le jour où les première Bombes Congolaises trouveront des cibles dans les villes des ces deux pays principaux envahisseurs. Il est en effet facile à ces deux pays de continuer l'occupation tant qu'ils ne défendent pas leurs territoires propres en menant tout les combats au Congo, les emmener à défendre leurs territoires et leurs populations civile provoquera un désarroi psychologique qui changera leur conduite. Le jour où cela arrivera, les prières même des athées Congolais seront exaucées, l'OUA elle aura une deuxième occasion de réussite pourquoi pas l'ONU pour redorer son blason.

C. Masamba

Déchets toxiques nouvelles sources de revenus pour certains pays Africains.

Le transfert de la pollution produite par des pays riches vers les pays pauvres est un principe qui a été accepté par l'organisation de 7 pays les plus industrialisés en lieu et place d'une véritable politique de lutte contre la pollution.

Avec cette future situation le monde se dessine en deux parties, une première producteur des déchets toxiques nécessaire pour sa prospérité et ses profits et une deuxième poubelle qui recevra la pollution produite pour la prospérité des premiers, et dont les populations seront objets d'expérience des effets de cette pollution sur les humains

Pendant que dans ces pays industrialisés, la lutte contre la pollution de l'environnement est devenue un élément sensible de la politique au même titre que la défense nationale, le chômage et SIDA. Dans les pays du tiers monde les populations sont gardées dans l'ignorance totale sur le danger de la pollution.

L'exemple le plus frappant vient du Burkina Faso; dans une région de ce pays, une usine Française de traitement De potasse rejette des déchets toxiques dans la nature, ces déchets sont ensuite récupérés par hommes femmes et enfants qui s'en servent pour fabriquer un semblant de savon qu'ils vendent au mépris de leur propre santé, jusqu'à ce jour l'état reste silencieux; sachant qu'il n'a jamais rien à proposer, ils n'osent même pas protéger ces fils et filles ignorants.

Cette proposition de transformer la pollution en vraie marchandise officielle à acheter a curieusement recueilli la Satisfaction de certains dirigeants Africains, particulièrement le ministre de finance de l'économie du Burundi qui alla plus loin en déclarant que " dépourvu des richesses minières naturelles , avec l'importation des matières toxiques son pays avait enfin la chance de pouvoir disposer des revenus sûrs pour son développement.

Rendre acceptable tout ce qui est illégal moralement est la spécialité de ceux qui ne respectent que la seule valeur des billets de banque. Si toutefois les accords de la pollution avec les pays pauvres se trouvait face à une résistance quelconque, les pays riches sauront faire jouer le porte monnaie, moyen de persuasion malheureusement le plus efficace pour tétaniser les dirigeants Africains. Les associations qui en ce moment cherchent de crédibilité devraient trouver là l'occasion d'agir efficacement en réveillant une prise de conscience des populations du Sud. Le danger de cette pollution proposée aux pays pauvres dont les populations déjà ravagées par le SIDA, le PALUDISME et toutes sortes de maladies est plus grand que toutes ces maladies réunies. La prévention doit être faite maintenant par la sensibilisation.

C. Masamba

Faut-il tout privatiser pour rendre une économie plus libérale ?

La privatisation, "solution miracle" pour le développement que propose les prétendus spécialistes de l'économie moderne; elle est aussi d'ailleurs la principale, inamovible et toute faite, que proposent les chefs des institutions financières internationales (FMI, BIRD) à tout ceux qui sollicitent leur secours.

L'entreprise privée est avant tout un moyen de gagner de l'argent en faisant des bénéfices, les autres raisons existantes ne sont que secondaires; sinon, elle perd son sens. L'entreprise public elle est un moyen d'accomplir une mission de service public dans le but d'assurer l'égalité d'accès, à toute la population sans distinction, exigeant parfois de la part des états un soutien politico-financière a pour mission premier de préserver l'équilibre social.

Aujourd'hui, la privatisation est devenu le principal moyen de déposséder les états de tout se qui se trouve sous leur responsabilité, Les entreprises publics subissent souvent un sabotage bien organisé afin de les livrer sans résistance aux repreneurs privés. Comment comprendre que ceux là même qui en ont toujours eu la charge soient aussi les même à en accuser le mauvais fonctionnement. Ceux possédant souvent des gros moyens financiers préfèrent prendre ce qui existe déjà au lieu de créer du nouveau, ils évitent ainsi tout efforts que doivent faire des vrais entrepreneurs. Les vrais libéraux, s'il y en avait, en créant leurs entreprises en concurrence du secteur public mèneraient un combat plus honnête, Ils devraient plutôt réclamer la fin des monopoles dans tout les secteurs. Car réclamer sans cesse l'abolition des secteurs publics n'est qu'un autre moyen de prendre en otage tout un peuple. A noter d'ailleurs que si la privatisation s'appliquait partout avec le contexte de la mondialisation imposée par les pays riches, toutes les entreprises des secteurs clés et d'extrême utilité publique gérées par les Etats tomberaient aux mains des multinationales des pays industrialisés sans réelles garanties, des intérêts des pays pauvres , car il n'y existe pas de véritable grosses fortunes industrielles capable de se porter acquéreur , les dépendances risquent alors de s'aggraver. Les libéraux doivent être des créateurs d'entreprises et contribuer ainsi à la concurrence entre services, la privatisation c'est trop facile comme solution.

C. Masamba

Nos dernières enquêtes

Corruption : l'Ambassade de la R. D. Congo en France et l'Aéroport de Ndjili à Kinshasa.

Le sabotage de l'aéroport de Ndjili, qui a par ailleurs causé la mort de plus de cent personnes et autant de blessé a ébranlé le moral de tout les Congolais qui savent désormais que même en zone libre leur sécurité n'est plus totalement garantie. Pourtant les services de sécurité ont été renforcés en quantité et qualité. On ne peut donc comprendre la pose d'un dispositif de sabotage à cet endroit pourtant stratégique surtout pendant la guerre.

A ce jour les enquêtes n'ont encore rien donné alors qu'une revendication avait été faite à Bruxelles par un groupe de prétendus opposants au président Kabila. Pour poser cet acte, il a fallu beaucoup des complicités, sans connaître les détails, du déroulement de cet acte, lorsque l'on apprend que la corruption commence à reprendre sa place en République Démocratique du Congo, le peuple doit s'inquiéter. En effet l'aéroport de Ndjili est devenu une passoire et à cette allure le Zaïre de Mobutu risque d'être rejoint à grand pas si ce n'est pas déjà fait. Les témoignages des voyageurs qui passe par là font état des faits suivant: "une somme d'argent remis à un agent de l'état suffit pour faire passer tout ce qui est interdit et même permettre à une personne non en règle vis à vis de la législation en vigueur au Congo de s'y introduire sans problème. Dans ces conditions, les armes, les ennemis et tout ce qui sont interdit peuvent éviter les contrôles et y pénétrer.

A Paris l'ambassade de la RDC n'est pas le seul à délivrer des documents administratifs. Malgré les multiples avertissements des autorités consulaires, un vaste trafic des papiers s'est installé avec comme conséquence une population congolaise qui commence à douter de la bonne volonté du pouvoir Public qu'elle soupçonne de complicité, comme à l'époque Mobutu. Les pièces d'état civil, les visas et les passeports peuvent s'obtenir dans la rue.

Il suffit d'aller se poster à la sortie de la station du métro Alma Marceau et attendre d'être sollicité ou solliciter personnellement des personnes spécialement délégués par on ne sait qui et qui font le marché noir administratif, ces faux passeports et faux visas payés en liquide dans la rue, sont pourtant munis de signatures, timbres et cachets des responsables de la chancellerie. On note aussi l'apparition dans certains "Ngandas" de la région parisienne de la présence des commissionnaires détenant des passeports Congolais vierges qui sont vendus avec tous les sceaux de la chancellerie. Notre constat est celui d'un faux visa Congolais apposé dans le passeport une femme d'origine Congolaise mais de nationalité Française qui devait se rendre d'urgence au Congo assister à l'enterrement de son père, le faux visa découvert à l'aéroport de Ndjili à Kinshasa, elle passa la frontière sans problème en payant 600 francs français aux agents de l'immigration sans aucun reçu ni aucune régularisation de sa situation sur place, pour la sortie du Congo elle paya 300 francs français. Ceci prouve que l'entrée du pays est entrain d'échapper à l'état.

Les difficultés de la vie quotidienne des Congolais et leurs incertitudes ont toujours été les meilleurs prétextes pour justifier la corruption considérée comme seul moyen de survie. La valeur d'une société se reconnaît par sa capacité d'inventer des solutions aux problèmes qu'elle rencontre, au lieu de remplacer les existants par d'autres problèmes en les qualifiant de moyen de survie. Avec la restauration de la corruption généralisée, n'importe qui, même les ennemis se feront passer facilement pour des Congolais en se procurant un passeport. Les services de renseignement des pays ennemis du Congo s'ils travaillent sérieusement ont là un moyen d'infiltrer tout les coins même les plus secrets en mettant comme seul atout la distribution des sommes d'argent.

Le Congo ne sera pas vaincu par ses ennemis avec des armes conventionnelles, seul le chemin de la corruption assurera au peuple Congolais sa colonisation par le Ruanda, l'Ouganda et leurs puissants parrains. Même avec des agents bien formés; si la corruption n'est pas remis en cause, le pays ne se relèvera pas et face aux ennemis bien déterminés et préparé dans la durée comme ceux qui occupent le Congo aujourd'hui la guerre sera perdue, la misère de la défaite gagnera même ceux des Congolais qui pour des intérêts personnels soutiennent l'invasion de leur pays aujourd'hui. La Corruption généralisée reste le plus grand ennemi de toute société. Pour gagner la guerre, le Congo doit avant tout vaincre la corruption.

C. Masamba